



L'activiste surnommé Ben Laden s'est bâti une réputation à Douala et au-delà en faisant de la démolition de monuments coloniaux son cheval de bataille.

Au coeur du quartier Bonanjo, le centre administratif de Douala et de la région du Littoral, trône une statue du général français Leclerc. Le monument rend hommage à Philippe Hauteclocque dit général Leclerc, un officier de l'armée française au 20e siècle. A quelques mètres, le soldat inconnu est honoré par un monument planté dans une piscine aménagée face à la cour d'appel du Littoral. Il est difficile, aujourd'hui, d'évoquer ces oeuvres monumentales, sans y associer le nom d'André Blaise Essama. C'est que l'activiste politique a fait de la restauration de la mémoire collective nationale son cheval de bataille.

Or l'atteinte de cet objectif, selon lui, passe par la démolition de tout ce qui renvoie aux heures douloureuses de la colonisation, ou de ce qui en tient lieu de vestige. Le patriote, comme il se définit, compte sept statues de héros français dont il a coupé la tête et l'a confisquée, même si, après chacun de ses forfaits, les autorités de la ville s'affairent à les restaurer après coup. « Le procureur et les responsables de la police m'ont sommé plusieurs fois de leur remettre ces têtes et j'ai refusé », déclare-t-il, très jovial, en posant près des monuments de Jean-Miché Kankan, Ernest Ouandie, Ruben Um Nyobe ou encore Jean Rameau Sokoudjou, le roi des Bamendjou.

Essama conserve ces monuments dans la maison familiale sise rue Bebey Eyidi. Une façon

pour lui de rendre hommage à ces ancêtres. Le problème que posent les monuments de la place du gouvernement à Bonanjo, c'est avant tout l'endroit où sont érigées ces statues. Les « bourreaux », comme les appelle Essama, ravissent la place qu'auraient pu occuper **Rudolf Douala Manga Bell**, pendu un 14 août de l'an 1914 et inhumé à un jet de pierre des monuments français. Pourtant, ni la statue du roi Bell, ni celle de Ngosso Din ne sont visibles à cet endroit symbolique où repose le héros de la résistance contre la colonisation allemande.

La commémoration en 2014 du centenaire du décès du roi duala n'avait pas eu la résonance qu'aurait pu avoir un tel événement, sous d'autres cieux. Tout juste s'est-on contenté de baptiser une rue en son nom, loin du lieu où s'est refermée l'histoire de sa courte vie terrestre. Une situation qui révulse André Blaise Essama alias « Ben Laden ». Plus d'une fois, il a été interpellé et gardé à vue pour s'être attaqué aux autorités « néocoloniales » au pouvoir à Yaoundé, selon lui. Sa dernière arrestation remonte au 20 mai dernier. L'activiste avait été conduit à la Direction de surveillance du territoire pour « insurrection, appel à la révolte, chant séditieux », entre autres. Son téléphone a été confisqué pour exploitation.

Quelques semaines avant, le 03 mars 2020, le même « Ben Laden » (encore lui!) avait été écroué à la Division régionale de la Police judiciaire du Littoral pour avoir manifesté lors de l'élection du tout premier maire de la ville de **Douala**. Il était venu à la salle des fêtes pour rappeler aux acteurs politiques présents ce jour-là, l'urgence du décret d'application de la loi 1991/022 du 16 décembre 1991, portant réhabilitation de certaines figures historiques marquantes du Cameroun, notamment les leaders upécistes.

Né le 28 avril 1976 à Ndoungue, dans le département du Moungo, **André Blaise Essama**, 44 ans, n'est pas près de déposer les armes du combat pour la « bonne cause ». Au contraire, cet informaticien, titulaire d'un baccalauréat G3 et certifié Microsoft à travers le Virtual University Enterprise, se dit prêt à recommencer et à aller jusqu'au bout. « Dès que je finis le combat, je me marie », jure le premier fils de sa mère, membre d'une famille polygamique de 15 enfants, célibataire et père de deux enfants.

Le Jour